

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 46.624/2
DU 2 JUIN 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 mai 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant règlement général des frais de justice en matière répressive", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Un premier projet d'arrêté royal "portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive" a fait l'objet de l'avis 29.780/2, donné par la section de législation du Conseil d'État le 23 octobre 2000. Le projet examiné s'en inspire largement.

Le projet examiné est pratiquement identique à un second projet examiné par la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 42.730/2, donné le 10 avril 2007 et devenu l'arrêté royal du 27 avril 2007 "portant règlement général des frais de justice en matière répressive". Cet arrêté royal a été annulé par un arrêt du Conseil d'État n/ 188.928 du 17 décembre 2008 en raison d'une motivation insuffisante de l'urgence justifiant la demande d'avis dans un délai de cinq jours. Le projet examiné n'a pas pour but d'introduire de nouvelles règles mais seulement de reprendre, sans modifications substantielles, les dispositions de l'arrêté royal du 27 avril 2007, précité. Deux modifications plus importantes ont cependant été apportées : l'une concerne l'article 96 du projet (voir l'observation générale n/ 2), l'autre l'introduction de barèmes différenciés pour les années 2007, 2008 et 2009 (voir l'observation générale n/ 3).

Il est renvoyé aux avis 29.780/2 et 42.730/2, précités dans la mesure où il n'en a pas déjà été tenu compte par l'auteur du projet.

2.1. L'article 96 du projet tend à organiser l'accès aux dossiers répressifs et le droit d'en obtenir une copie.

.../...

2.2. Cette question est déjà réglée par plusieurs dispositions législatives, spécialement les suivantes :

- en vertu de l'article 61*ter* du Code d'instruction criminelle, pendant une instruction, l'inculpé non détenu et la partie civile peuvent demander au juge d'instruction à consulter le dossier;
- toujours pendant l'instruction, le droit d'accès de l'inculpé détenu à son dossier est organisé par les articles 21, § 3, 22, alinéas 4, 5, 8 et 9, et 22*bis*, alinéa 4, de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive;
- lors du règlement de procédure devant la chambre du conseil, l'accès au dossier et la possibilité d'en obtenir une copie sont reconnus à l'inculpé et à la partie civile par l'article 127, § 2, du Code d'instruction criminelle et, en degré d'appel devant la chambre des mises en accusation, par l'article 135, § 3, alinéa 3, du même Code;
- devant la juridiction de jugement, il résulte de l'article 297 du Code d'instruction criminelle que l'accusé et la partie civile ont la faculté de consulter le dossier au greffe et que s'ils en font la demande, l'accusé ainsi que la partie civile peuvent obtenir gratuitement une copie du dossier;
- en cas de comparution immédiate, la mise du dossier à la disposition du prévenu et de la personne lésée est réglée par l'article 20*bis* de la loi précitée du 20 juillet 1990 et l'article 216*quinquies* du Code d'instruction criminelle;
- les articles 28*quinquies*, § 2, et 57, § 2, du Code d'instruction criminelle règlent la question de la transmission à toute personne interrogée de la copie du texte de son audition, respectivement lors de l'information et lors de l'instruction.

2.3. Ce faisant, il est satisfait au principe de légalité en matière de procédure pénale, qui résulte de l'article 12 de la Constitution. Ce principe résulte aussi du droit au respect de la vie privée, garanti par l'article 22 de la Constitution, la possibilité de prendre connaissance d'éléments d'un dossier répressif pouvant constituer une ingérence dans ce droit.

Le principe de légalité s'applique en premier lieu à l'accès au dossier mais la question de l'admissibilité de l'obtention éventuelle de la copie de celui-ci ou de certaines de ces pièces y est intimement liée ⁽¹⁾, même si le droit d'accès au dossier peut ne pas s'accompagner nécessairement de celui d'obtenir la copie de celui-ci.

Comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà relevé, cette importante question de l'accès au dossier répressif et de la copie de ce dernier doit en principe être réglée par le législateur ⁽²⁾.

2.4. Toutefois, outre les dispositions législatives mentionnées ci-avant, il convient de tenir compte de l'article 1380, alinéa 2, du Code judiciaire, qui dispose ce qui suit :

"Le Roi détermine les conditions auxquelles sont soumises la communication ou la copie des actes d'instruction et de procédure en matière criminelle, correctionnelle et de police et en matière disciplinaire".

C'est cette disposition, et non l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, qui pourrait éventuellement conférer un fondement à une disposition telle que l'article 96 du projet.

2.5. L'habilitation qu'elle contient est particulièrement large. Au vu du principe de légalité rappelé ci-avant, il appartient au législateur de régler lui-même les aspects essentiels des questions relatives à la procédure pénale, en ce compris celles qui portent sur l'accès au dossier répressif et la possibilité d'en obtenir une copie. En vertu du même principe, sur ces mêmes questions, c'est à lui qu'il incombe de prévoir les cas où une ingérence dans le droit au respect de la vie privée est admise. Sur ces questions, le législateur ne peut habiliter le pouvoir exécutif qu'à mettre en oeuvre les principes qu'il a lui-même fixés.

⁽¹⁾ Voir, dans l'avis 42.730/2 précité, l'observation n/ 4 formulée sur l'article 96.

⁽²⁾ Voir, dans l'avis 29.780/2 précité, l'observation générale n/ I.1 (rappelée dans l'avis 34.870/2 donné le 12 février 2003 sur un projet devenu l'arrêté royal du 25 février 2003 "modifiant l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive") et l'observation formulée sur l'article 118.

En conséquence, le fondement légal des dispositions réglementaires prises sur la base de l'article 1380, alinéa 2, du Code judiciaire s'avère particulièrement fragile⁽³⁾. On ne peut écarter l'hypothèse que cette disposition soit mise en cause devant la Cour constitutionnelle en raison de son incompatibilité avec l'article 12 ou l'article 22 de la Constitution⁽⁴⁾.

2.6. Sous cette réserve, même s'il devait être tenu compte de l'habilitation conférée au Roi par l'article 1380, alinéa 2, du Code judiciaire, il y a lieu de rappeler qu'en vertu des articles 108 et 159 de la Constitution, les dispositions réglementaires prises sur la base d'une habilitation législative ne peuvent, sauf texte exprès en ce sens, modifier, compléter, remplacer ou abroger les lois.

Or, les dispositions législatives mentionnées au point 2.2, plus haut, ont réglé l'accès au dossier répressif ou à une partie de celui-ci et le droit d'obtenir une copie de ces éléments. En complétant les hypothèses dans lesquelles un droit de consulter le dossier et d'en obtenir une copie est prévu, la disposition à l'examen s'écarte des dispositions que le législateur a lui-même réglées.

Ce n'est que si l'auteur du projet pouvait établir que, par l'adoption de ces dispositions, le législateur aurait laissé intact le pouvoir du Roi de régler ces questions de manière complémentaire sur la base de l'article 1380, alinéa 2, du Code judiciaire, que, sous la réserve des observations qui suivent, l'article 96 du projet serait admissible en son principe.

La section de législation du Conseil d'État émet toutefois des doutes sur ce point, tout spécialement en ce qui concerne le droit d'accès au dossier pendant l'instruction, qui a fait l'objet d'un examen apparaissant comme complet lors de l'adoption

(3) Comparez avec l'observation formulée sur l'article 118 dans l'avis 29.780/2 précité. S'agissant de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 "portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive", Marc Verdussen a critiqué le fait que son objet "soit simplement porté par un arrêté royal, alors même qu'aucune disposition législative n'en a fixé préalablement les règles de base" (M. Verdussen, *Contours et enjeux du droit constitutionnel pénal*, Bruxelles, Bruylant, 1995, p. 110).

(4) Article 26, § 1^{er}, 3/, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, remplacé par l'article 9, a), de la loi spéciale du 9 mars 2003.

des articles 21, § 3, 22, alinéas 4, 5, 8 et 9, et 22bis, de la loi précitée du 20 juillet 1990 ⁽⁵⁾, de l'insertion, par la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, de l'article 61ter dans le Code d'instruction criminelle et de l'adoption de l'article 127, § 2, du Code d'instruction criminelle ⁽⁶⁾.

2.7. Il résulte de ce qui précède que l'ensemble des questions portant sur l'accès au dossier répressif et à la possibilité d'en obtenir une copie devrait être réglé, à tout le moins dans ses principes essentiels, par le législateur, seule la mise en oeuvre de ces principes pouvant être laissée à la discrétion de l'exécutif ⁽⁷⁾.

2.8. Cette conclusion n'est pas énervée par la circonstance que, conformément à l'article 6, alinéa 2, de la loi-programme (II) précitée du 27 décembre 2006, les dispositions en projet pris sur la base de l'alinéa 1^{er} de cette disposition doivent être confirmés par la loi dans les vingt-quatre mois qui suivent la date de leur publication au *Moniteur belge* ⁽⁸⁾.

Même si, comme il a été exposé plus haut et sous les réserves exprimées, l'article 96 du projet se donne pour fondement légal une disposition autre que l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (II) précitée du 27 décembre 2006 - il s'agirait de l'article 1380, alinéa 2, du Code judiciaire -, il est probable que ce serait l'ensemble de l'arrêté en projet, dont la plupart des dispositions puisent leur fondement dans l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (II) précitée du 27 décembre 2006 ⁽⁹⁾, qui ferait l'objet de la confirmation législative.

⁽⁵⁾ Les alinéas 8 et 9 de l'article 22 et l'article 22bis de la loi précitée du 20 juillet 1990 y ont été insérés par la loi du 31 mai 2005 modifiant la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et certaines dispositions du Code d'instruction criminelle .

⁽⁶⁾ L'article 127 du Code d'instruction criminelle a, lui aussi, été remplacé successivement par les lois précitées des 12 mars 1998 et 31 mai 2005.

⁽⁷⁾ Voir, dans l'avis 29.780/2, précité, l'observation formulée sur l'article 118.

⁽⁸⁾ Sur cette disposition, voir, dans l'avis 42.730/2 précité, l'observation générale n/ 1.

⁽⁹⁾ Voir toutefois l'observation générale n/ 4, ci-après.

En ce cas, des questions analogues feraient l'objet de dispositions différentes de niveau législatif, ce qui, en raison de l'articulation défectueuse entre les textes, ne manquerait pas de susciter des difficultés au regard de la sécurité juridique.

À titre d'exemple, il convient en effet de relever ce qui suit :

- Alors que l'article 61*ter* du Code d'instruction criminelle ne confère une possibilité de demander l'accès au dossier répressif qu'à l'inculpé non détenu et à la partie civile, l'article 96, alinéa 1^{er}, du projet élargit considérablement ce dispositif puisqu'il permet à toutes "personne directement intéressée" de formuler pareille demande auprès du juge d'instruction ou du ministère public, en fonction de l'état de la procédure, et que l'alinéa 2 considère comme personne directement intéressée "l'inculpé, la personne à l'égard de laquelle l'action publique est engagée dans le cadre de l'instruction, le suspect, la partie civilement responsable, la partie civile, celui qui a fait une déclaration de personne lésée ainsi que ceux qui sont subrogés dans leurs droits ou les personnes qui les représentent en qualité de mandataire *ad hoc*, de curateur, d'administrateur provisoire, de tuteur ou de tuteur *ad hoc*".

Il est vrai que, s'agissant de l'instruction, il est prévu à l'article 96, alinéa 1^{er}, que la décision du juge d'instruction se fait "conformément à l'article 61*ter* du Code d'instruction criminelle". Pareille précision, dont la portée n'est pas claire, ne peut tendre qu'à confirmer la compétence du juge d'instruction prévue par cette disposition, et non à limiter la détermination des bénéficiaires éventuels du droit d'accès au dossier répressif, la liste mentionnée à l'alinéa 2 étant en effet en ce dernier cas dépourvue d'objet.

- Les dispositions légales organisant l'accès au dossier répressif, mentionnées plus haut, ne prévoient pas dans toutes les hypothèses la possibilité d'en obtenir une copie. En revanche, l'article 96, alinéa 1^{er}, du projet prévoit expressément cette possibilité. La question se pose de savoir comment les deux systèmes se combineront. La personne ayant obtenu l'accès au dossier sur le fondement de l'article 61*ter* du Code d'instruction criminelle devra-t-elle introduire, ensuite, une demande concernant les copies ? Selon quelle procédure cette demande sera-t-elle traitée ?

Des questions aussi importantes touchant à la liberté individuelle et au respect de la vie privée doivent être réglées de manière homogène et cohérente par la loi ⁽¹⁰⁾.

3. La lecture du projet pourrait laisser penser que les barèmes ne sont établis que pour les années 2007, 2008 et 2009 et, partant, que rien n'est prévu pour les années suivantes.

En réalité, les barèmes 2007 et 2008 ont été mentionnés compte tenu de l'effet rétroactif du projet. Pour les années 2010 et suivantes, le barème sera celui de 2009 indexé. Le projet gagnerait à traduire plus clairement cette intention.

4. Dans l'avis 29.780/2 précité, la section de législation avait souligné l'absence de fondement légal suffisant au projet examiné. Désormais, la réglementation sur les frais de justice en matière répressive trouve son fondement légal principal dans la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 et, plus précisément, dans son article 6, qui, habilite le Roi à établir, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, "un règlement général sur les frais de justice en matière répressive établissant la liste des frais de justice, leur tarification et leur procédure de paiement et de recouvrement". Comme mentionné dans l'avis 42.730/2, précité, cette habilitation doit s'interpréter restrictivement. Doivent, dès lors, être omises ou modifiées :

- a) les dispositions qui n'ont pas pour objet la liste des frais de justice, leur tarification, leur procédure de paiement et de recouvrement;
- b) les dispositions qui ne constituent pas de simples mesures d'exécution des dispositions de la loi-programme (II) précitée;

⁽¹⁰⁾ Selon un des fonctionnaires délégués, un avant-projet de loi est en préparation pour intégrer dans le Code d'instruction criminelle le règlement de la possibilité d'obtenir la copie du dossier répressif. Cet avant-projet devrait s'étendre à l'ensemble de la problématique ici à l'examen, en ce compris l'accès proprement dit au dossier, en complément à ce que les lois précitées prévoient déjà.

- c) les dispositions qui, bien qu'ayant un rapport avec l'un des objets mentionnés sub a), concernent plus largement la procédure pénale ou civile, matières qui doivent être réglées par le législateur.

En conséquence, outre les articles 82, 83 et 97 ⁽¹¹⁾ mentionnés dans l'avis 42.730/2 précité, il y a lieu d'omettre :

- l'article 40, alinéas 2 à 5, qui contient des règles de fond concernant les saisies ⁽¹²⁾;
- l'article 86, relatif à l'obligation de consignation de la partie civile;
- l'article 92, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et § 2, qui concerne l'exécution des jugements et arrêts en général et non pas uniquement le recouvrement des frais de justice;
- l'article 94, qui porte sur la délivrance de nouvelles copies de pièces dont certains accusés ont déjà reçu une copie;
- l'article 95, relatif à l'envoi de pièces de procédure.

5. Il n'appartient pas à un arrêté royal de reproduire, paraphraser et, *a fortiori*, modifier des dispositions légales. Il n'est pas non plus opportun d'ajouter des précisions qui vont de soi. Les dispositions suivantes seront examinées en conséquence.

a) En disposant que le magistrat assigne à l'expert un terme pour accomplir sa mission et déposer son rapport, l'article 8, première phrase, paraphrase l'article 3, alinéa 1^{er}, *in fine*, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, qui dispose que

"Le magistrat requérant prescrit au prestataire de service sa mission, détermine sa portée et fixe le délai dans laquelle elle doit être achevée."

⁽¹¹⁾ Pour cet article, voir également l'observation générale I, 1, 5/, dans l'avis 29.780/2, précité.

⁽¹²⁾ Voir observation générale I, 1, 2/, dans l'avis 29.780/2, précité.

b) En disposant que l'autorité requérante taxe les états d'honoraire et de frais, le cas échéant après les avoir réduits par décision motivée, l'article 14 reprend des dispositions se trouvant déjà dans l'article 3, alinéas 2 et 3, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, qui dispose que

"Après accomplissement de la mission, le magistrat requérant vérifie la qualité de la prestation, contrôle sa conformité à la tarification et taxe l'état de frais.

En cas, notamment, de retard dans l'exécution de la prestation, de sa mauvaise exécution ou de facturation exagérée par le prestataire de service, quelle que soit la nature de la mission, le magistrat peut réduire l'état de frais par décision motivée."

c) À l'article 15, les paragraphes 2 et 3 n'apportent pas de précision utile par rapport à l'article 4 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 ⁽¹³⁾.

d) L'article 28, alinéa 6, qui dispose que les états d'honoraires et de frais des huissiers de justice sont taxés par le ministère public, fait double emploi avec l'article 3, alinéa 2, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006.

e) Les articles 29 et 30 n'apportent pas de précision utile aux dispositions de l'article 4 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006.

f) L'article 79 dispose que les frais sont liquidés par le jugement, l'ordonnance ou l'arrêt qui y condamne, alors que l'article 162 du Code d'instruction criminelle, auquel renvoie l'article 194, dispose déjà, *in fine*, que "Les frais seront liquidés par le jugement";

g) Les articles 82 et 83 reproduisent, comme mentionné dans l'avis 42.730/2 précité, les articles 101 et 102 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 "portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive" rétablis par les articles 299 et 300 de la loi portant des dispositions diverses (I) du 27 décembre 2006, ainsi que l'article 98 en tant qu'il abroge les articles 101 et 102 précités.

⁽¹³⁾ Dans le même sens, voir l'observation formulée sous l'article 15 dans l'avis 42.730/2 précité.

6. Comme mentionné dans l'avis 42.730/2 précité, certains articles du projet reproduisent des dispositions de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 précité. L'occasion aurait dû être mise à profit pour réécrire certaines dispositions dans des termes plus clairs ou plus actuels. L'avis 42.730/2 précité mentionne l'article 85 mais l'observation peut être faite pour l'ensemble du titre VII relatif à l'"intervention de la partie civile et assimilée".

De même, dans l'avis 29.780/2 précité, la section de législation du Conseil d'État avait observé que certaines procédures mentionnées ne correspondaient plus au droit actuel et que, dans certaines autres procédures, les huissiers de justice n'intervenaient plus guère (observations formulées sous les articles 22 et 23). Le Conseil d'État s'était également interrogé sur l'inclusion, dans les frais de justice en matière répressive, des frais de signification d'un acte d'opposition à une condamnation pénale (observation 1, alinéa 3, formulée sous l'article 1^{er}). Ces mêmes observations peuvent être formulées pour les articles 25, 26 et 84 ⁽¹⁴⁾ du projet.

7. Il ne serait pas inutile que le projet définisse de manière précise les notions d'allocations, taxation, liquidation et vérifie, notamment au titre V, si ces termes ont été utilisés à bon escient.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 2, il y a lieu de mentionner les modifications encore en vigueur subies par l'article 692 du Code judiciaire.

2. Il est renvoyé à l'observation générale n/ 4 et à l'observation n/ 1 formulée sous le préambule dans l'avis 42.730/2 précité.

⁽¹⁴⁾ Qui mentionne le "mandat de capture".

3. Il faut omettre les considérants qui portent sur la motivation de l'urgence, laquelle n'est pas requise en l'espèce.

Dispositif

Article 4

L'alinéa 2 dispose que, dès qu'ils ont accepté une mission attribuée par un magistrat, les prestataires de services sont liés par les prix fixés ou par les taux horaires prévus par ou en vertu du règlement.

Qu'en sera-t-il si la réquisition émane d'un service de police agissant de sa propre initiative ⁽¹⁵⁾ ?

Article 8

En tant qu'il précise que, si le délai ne peut être respecté, l'expert en informe par écrit le magistrat requérant et lui en fait connaître les motifs, la seconde phrase de l'article 8 dépasse les limites de l'habilitation contenue à l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006. En effet, il ne s'agit pas d'une disposition directement en rapport avec les frais de l'expertise mais en rapport avec la manière dont l'expert remplit sa mission.

Cette précision peut cependant trouver un fondement légal dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 combiné avec l'article 108 de la Constitution. Ces deux dispositions devraient, dès lors, être visées au préambule.

⁽¹⁵⁾ Voir observation n/ 1 formulée sous l'article 1^{er} dans l'avis 29.780/2 précité.

Article 10

Le Conseil d'État s'interroge sur les mots "à nouveau" figurant à l'alinéa 1^{er} dans la version française.

Article 25

À l'alinéa 1^{er}, ne faut-il pas mentionner, outre les inculpés, les prévenus et les accusés ⁽¹⁶⁾ ?

Article 37

Il n'y a pas lieu de préciser par qui sont alloués les "frais de route" et de séjour des personnes domiciliées à l'étranger, cette question étant régie par les règles générales contenues au titre V du projet ⁽¹⁷⁾.

Article 38

À une date qui sera fixée par le Roi et au plus tard le 1^{er} janvier 2012, la plus grande partie de la loi de défense sociale sera abrogée et remplacée par la loi du 21 avril 2007 relative à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental. Par ailleurs, l'intitulé exact de la loi sur la protection de la jeunesse est "loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait".

Pour éviter les inconvénients résultant des modifications des lois auxquelles l'on se réfère, mieux vaut viser, de manière générale, la législation (et non telle loi particulière) relative à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental et à la protection de la jeunesse.

⁽¹⁶⁾ Voir l'observation faite sous l'article 22 dans l'avis 29.780/2 précité.

⁽¹⁷⁾ Voir l'observation formulée sous l'article 30 dans l'avis 29.780/2 précité.

Article 42

Il y a lieu de préciser à quelle catégorie de fonctionnaires il est fait référence pour la détermination de la réglementation applicable en matière de frais de déplacement.

Article 62

À la fin de la disposition à l'examen, il est écrit que c'est "le SPF Justice qui statue" sur les dépenses extraordinaires et non prévues par le projet devant être exposés pendant une information ou une instruction et dépassant les montants y mentionnés.

Pareille attribution est non seulement formulée de manière trop vague mais en outre, plus fondamentalement, elle abandonne à l'administration une compétence qui doit relever d'une autorité pouvant engager sa responsabilité politique devant la Chambre des représentants.

Il y a donc lieu, *in fine*, d'investir le ministre de la Justice du pouvoir de statuer sur ces questions.

Titre 4

Selon son intitulé, le titre IV concerne les frais exposés lors de l'exécution de demandes d'entraide judiciaire et de commissions rogatoires internationales. Les articles 64 à 66 concernent cependant également une autre hypothèse, celle des "missions temporaires", que le projet ne définit pas. Il semble qu'il s'agisse de "missions officielles à l'étranger" ou des cas où des magistrats siègent dans des "commissions internationales". De tels frais ne peuvent cependant être réglés dans le projet examiné puisqu'ils ne sont pas liés à une information ou à une instruction déterminée.

Article 76

La question de responsabilité des taxateurs relève de la compétence du législateur.

L'article 76 doit être omis.

Article 80

L'alinéa 3 dispose que, quant aux frais qui n'ont pu être prévus et liquidés par le jugement ⁽¹⁸⁾, il est dressé un état de liquidation séparé que le "juge compétent" déclare exécutoire et dont le greffier délivre copie (...).

Le Conseil d'État se demande quel sera "le juge compétent", dès lors que celui qui a rendu une décision définitive est dessaisi de l'affaire.

Article 86

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier pour quelle raison, d'une part, en matière criminelle, seuls les crimes visés aux articles 196 et 197 du Code pénal sont visés et, d'autre part, pour quelle raison la partie civile qui se constitue en cours d'instruction n'est pas tenue à la consignation.

Article 98

Il n'y a pas lieu d'abroger l'arrêté royal du 20 novembre 2007, qui ne contient pas de dispositions autonomes.

⁽¹⁸⁾ Il y a lieu de viser le jugement ou l'arrêt.

Observations finales

La version française du projet doit être relue et mieux adaptée à la version néerlandaise. Ainsi, à titre d'exemple :

- à l'article 20, alinéa 4, il y a lieu d'écrire : "... ou d'un service public qui en dépend, ...";
- à l'article 24, il y a lieu d'écrire, *in fine* "des frais de déplacement" et "des frais de traduction";
- à l'article 27, il y a lieu d'écrire "l'huissier de justice" et non "le huissier de justice";
- à l'article 34, alinéa 2, il y a lieu d'écrire "à laquelle" et non "adont";
- à l'article 49, 2/, il y a lieu d'écrire : "... des moyens médicaux techniques complémentaires ...";
- à l'article 56, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "... ou d'un service public qui en dépend ...";
- à l'article 63, alinéa 1^{er}, le mot "auprès " doit être supprimé;
- à l'article 87, il y a lieu d'écrire : "où il y a constitution de partie civile";
- à l'article 92, § 1^{er}, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "... pour certaines d'entre elles, un extrait relatif à ces dernières ...";
- à l'article 97, il y a lieu d'écrire : "... prêtent aide et assistance aux huissiers de justice ...".

La version néerlandaise du projet est également susceptible d'amélioration et devrait être revue. Ainsi, à titre d'exemple :

- à l'article 1^{er}, alinéa 2, il y a lieu d'écrire "... kosten van ambtelijke opdrachten in burgerlijke zaken en in handelszaken gegeven ...";

.../...

- à l'article 5, alinéa 2, il y a lieu d'écrire "... de wagenkosten alsook de reistijd in";
- à l'article 7, alinéa 2, il y a lieu d'écrire "... moeten worden verricht, wordt aan de dienstverleners ...";
- à l'article 10, alinéa 1^{er}, première phrase, il y a lieu d'écrire "... de prestaties met de verwijzingen naar dit reglement of de schaal";
- à l'article 14, il y a lieu d'écrire "... worden gezonden aan ... autoriteit, die ... begroot, in voorkomend geval na die te hebben verminderd bij een gemotiveerde beslissing";
- à l'article 15, alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire "... aan de Minister van Justitie overgezonden" et "à l'alinéa 4, "... het niet-betwiste bedrag onmiddellijk betaalbaar gesteld, niettegenstaande ..."

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.624/2
VAN 2 JUNI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 mei 2009 door de Minister van Justitie, verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft op 23 oktober 2000 advies 29.780/2 verstrekt omtrent een eerste ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken". Het onderzochte ontwerp is in ruime mate daarop geïnspireerd.

Het onderzochte ontwerp is praktisch identiek aan een tweede ontwerp dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State onderzocht heeft in advies 42.730/2, gegeven op 10 april 2007, en dat het koninklijk besluit van 27 april 2007 "houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken" geworden is. Dit koninklijk besluit is bij arrest nr. 188.928 d.d. 17 december 2008 van de Raad van State vernietigd op de grond dat het spoedeisende karakter aanvoert opdat het advies binnen een termijn van vijf dagen zou worden verstrekt, onvoldoende gemotiveerd was. Het onderzochte ontwerp strekt er niet toe nieuwe regels in te voeren, maar uitsluitend om zonder wezenlijke wijzigingen de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 27 april 2007 over te nemen. Twee belangrijke wijzigingen zijn weliswaar aangebracht : de ene betreft artikel 96 van het ontwerp (zie algemene opmerking nr. 2), en de andere betreft de invoering van onderscheiden schalen voor de jaren 2007, 2008 en 2009 (zie algemene opmerking nr. 3).

Er wordt verwezen naar de voornoemde adviezen 29.780/2 en 42.730/2, in zoverre de steller van het ontwerp nog geen rekening ermee heeft gehouden.

.../...

2.1. Artikel 96 van het ontwerp strekt ertoe de toegang tot de strafdossiers te organiseren, alsmede het recht om een afschrift ervan te verkrijgen.

2.2. Deze aangelegenheid is reeds geregeld bij verscheidene wetsbepalingen, inzonderheid de volgende :

- krachtens artikel 61^{ter} van het Wetboek van Strafvordering kunnen de niet-aangehouden in verdenking gestelde en de burgerlijke partij tijdens een gerechtelijk onderzoek de onderzoeksrechter verzoeken om inzage van het dossier;
- de artikelen 21, § 3, 22, vierde, vijfde, achtste en negende lid, en 22^{bis}, vierde lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis organiseren het recht van de aangehouden in verdenking gestelde om tijdens het gerechtelijk onderzoek toegang te krijgen tot zijn dossier;
- de mogelijkheid voor de in verdenking gestelde en de burgerlijke partij om bij de voltooiing van de rechtspleging vóór de raadkamer inzage te krijgen in hun dossier en om een afschrift ervan te verkrijgen wordt geregeld bij artikel 127, § 2, van het Wetboek van Strafvordering en, in hoger beroep vóór de kamer van inbeschuldigingstelling, bij artikel 135, § 3, derde lid, van hetzelfde Wetboek;
- uit artikel 297 van het Wetboek van Strafvordering volgt dat vóór het vonnisgerecht aan de beschuldigde en de burgerlijke partij ter griffie inzage in het dossier kan worden verleend en dat de beschuldigde en de burgerlijke partij op hun verzoek kosteloos een afschrift van het dossier kunnen verkrijgen;
- de terbeschikkingstelling van het dossier aan de beklaagde en aan de benadeelde persoon in geval van onmiddellijke verschijning wordt geregeld bij artikel 20^{bis} van de voornoemde wet van 20 juli 1990 en bij artikel 216^{quinqies} van het Wetboek van Strafvordering;
- de artikelen 28^{quinqies}, § 2, en 57, § 2, van het Wetboek van Strafvordering regelen de aangelegenheid van het bezorgen, aan iedere persoon die is verhoord, van een afschrift van de tekst van zijn verhoor, respectievelijk tijdens het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek.

.../...

2.3. Aldus is voldaan aan het legaliteitsbeginsel inzake de strafrechtspleging, voortvloeiend uit artikel 12 van de Grondwet. Dit beginsel vloeit eveneens voort uit het recht op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer, dat wordt gewaarborgd door artikel 22 van de Grondwet, in zoverre de mogelijkheid om kennis te nemen van gegevens uit een strafdossier een inmenging in dat recht kan opleveren.

Het legaliteitsbeginsel vindt in de eerste plaats toepassing op de toegang tot het dossier, maar de vraag of het aanvaardbaar is dat in voorkomend geval een afschrift ervan of van sommige stukken eruit kan worden verkregen, houdt nauw verband daarmee ⁽¹⁾, ook al brengt het recht van toegang tot het dossier niet noodzakelijk het recht mee om een afschrift ervan te verkrijgen.

Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State reeds heeft opgemerkt, moet die belangrijke aangelegenheid van toegang tot het strafdossier en van het verkrijgen van een afschrift ervan in beginsel door de wetgever worden geregeld ⁽²⁾.

2.4. Benevens niet de voornoemde wetsbepalingen moet evenwel rekening worden gehouden met artikel 1380, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, luidende :

"De Koning bepaalt aan welke voorwaarden de mededeling of het afschrift van akten van onderzoek en van rechtspleging in criminele, correctionele en politiezaken en in tuchtzaken is onderworpen."

Het is dit voorschrift, en niet artikel 6 van programmawet (II) van 27 december 2006, dat eventueel de rechtsgrond zou kunnen vormen van een bepaling zoals artikel 96 van het ontwerp.

2.5. De erin verleende machtiging is bijzonder ruim. Gelet op het hierboven gememoreerde legaliteitsbeginsel komt het aan de wetgever toe om zelf de essentiële aspecten te regelen van de kwesties met betrekking tot de strafrechtspleging, daaronder

⁽¹⁾ Zie, in het voornoemde advies 42.730/2, opmerking nr. 4 omtrent artikel 96.

⁽²⁾ Zie, in het voornoemde advies 29.780/2, algemene opmerking nr. I.1 (waaraan wordt herinnerd in advies 34.870/2, dat op 12 februari 2003 is verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 25 februari 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken) en de opmerking gemaakt omtrent artikel 118.

begrepen de kwesties inzake de toegang tot het strafdossier en de mogelijkheid om een afschrift ervan te verkrijgen. Krachtens datzelfde beginsel is het de wetgever die omtrent diezelfde kwesties de gevallen moet bepalen waarin inmenging in het recht op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer aanvaardbaar is. De wetgever kan de uitvoerende macht in die aangelegenheden alleen ertoe machtigen de beginselen ten uitvoer te leggen die hijzelf heeft vastgelegd.

Bijgevolg blijkt de rechtsgrond van de reglementaire bepalingen vastgesteld op basis van artikel 1380, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bijzonder wankel ⁽³⁾. Het risico kan niet worden uitgesloten dat deze bepaling vóór het Grondwettelijk Hof wordt aangevochten op de grond dat ze niet verenigbaar is met artikel 12 of met artikel 22 van de Grondwet ⁽⁴⁾.

2.6. Onder dit voorbehoud moet, zelfs indien rekening wordt gehouden met de machtiging die artikel 1380, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek aan de Koning verleent, eraan herinnerd worden dat krachtens de artikelen 108 en 159 van de Grondwet de reglementaire bepalingen vastgesteld op basis van een wettelijke machtiging een wet niet kunnen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen, tenzij een voorschrift zulks uitdrukkelijk toestaat.

De wetsbepalingen vermeld in punt 2.2 hierboven hebben echter de toegang tot het strafdossier of tot een deel ervan geregeld, alsmede het recht om een afschrift ervan te verkrijgen. Doordat de onderzochte bepaling de gevallen uitbreidt waarin het dossier kan worden ingekeken en een afschrift ervan kan worden verkregen, wijkt ze af van hetgeen de wetgever zelf heeft voorgeschreven.

⁽³⁾ Vergelijk met de opmerking die in het voornoemde advies 29.780/2 gemaakt is omtrent artikel 118. Marc VERDUSSEN heeft in verband met het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, kritiek geuit op het feit dat de opzet ervan slechts bij wege van een koninklijk besluit wordt geregeld, terwijl geen enkele wetsbepaling de basisregels ervan vooraf heeft vastgelegd (M. VERDUSSEN, *Contours et enjeux du droit constitutionnel pénal*, Brussel, Bruylant, 1995, blz. 110).

⁽⁴⁾ Artikel 26, § 1, 3/, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, vervangen bij artikel 9, a), van de bijzondere wet van 9 maart 2003.

Het beginsel vervat in artikel 96 van het ontwerp zou, onder voorbehoud van de opmerkingen hierna, alleen aanvaardbaar zijn indien de steller van het ontwerp kan doen blijken dat de wetgever bij het aannemen van die bepalingen de bevoegdheid van de Koning om die aangelegenheden op complementaire basis te regelen krachtens artikel 1380, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, onverlet heeft gelaten.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft daaromtrent evenwel twijfels, inzonderheid wat betreft het recht op toegang tot het dossier tijdens het gerechtelijk onderzoek, een recht dat grondig lijkt te zijn onderzocht bij de goedkeuring van de artikelen 21, § 3, vierde, vijfde, achtste en negende lid, en 22*bis* van de voornoemde wet van 20 juli 1990 ⁽⁵⁾, bij de invoeging van artikel 61*ter* in het Wetboek van Strafvordering door de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek, en bij de goedkeuring van artikel 127, § 2, van het Wetboek van Strafvordering ⁽⁶⁾.

2.7. Uit het vorenstaande volgt dat de aangelegenheden betreffende de toegang tot het strafdossier en de mogelijkheid om een afschrift ervan te verkrijgen in hun geheel door de wetgever dienen te worden geregeld, althans wat de hoofdbeginselen ervan betreft, en dat alleen de tenuitvoerlegging van die beginselen aan de uitvoerende macht kan worden overgelaten ⁽⁷⁾.

2.8. Aan deze conclusie wordt niets afgedaan door het feit dat overeenkomstig artikel 6, tweede lid, van de voornoemde programmawet (II) van 27 december 2006 de ontworpen bepalingen aangenomen op basis van het eerste lid van

⁽⁵⁾ Het achtste en het negende lid van artikel 22 en artikel 22*bis* van de voornoemde wet van 20 juli 1990 zijn in die wet ingevoegd bij de wet van 31 mei 2005 tot wijziging van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor de onwerkzame voorlopige hechtenis, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van sommige bepalingen van het Wetboek van Strafvordering.

⁽⁶⁾ Ook artikel 127 van het Wetboek van Strafvordering is vervangen, achtereenvolgens bij de voornoemde wetten van 12 maart 1998 en 31 mei 2005.

⁽⁷⁾ Zie, in het voornoemde advies 29.780/2, de opmerking gemaakt omtrent artikel 118.

deze bepaling bij wet moeten worden bekrachtigd binnen vierentwintig maanden te rekenen van de datum waarop ze in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt ⁽⁸⁾.

Ook al geeft, zoals hierboven is uiteengezet en rekening houdend met de geopperde reserves, artikel 96 van het ontwerp aan zijn rechtsgrond te ontleen aan een andere bepaling dan artikel 6, eerste lid, van de voornoemde programmawet (II) van 27 december 2006 - *in casu* artikel 1380, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek -, het is waarschijnlijk dat de wettelijke bekrachtiging zou slaan op het ontwerpbesluit in zijn geheel, waarvan de meeste bepalingen gegrond zijn op artikel 6, eerste lid, van de voornoemde programmawet (II) van 27 december 2006 ⁽⁹⁾.

In dat geval zouden analoge aangelegenheden geregeld worden bij wege van onderscheiden bepalingen van wetgevende aard, wat ongetwijfeld aanleiding zou geven tot problemen op het gebied van de rechtszekerheid, doordat de teksten niet naar behoren aansluiten op elkaar.

Bij wijze van voorbeeld moet immers op het volgende worden gewezen :

- Volgens artikel 61^{ter} van het Wetboek van Strafvordering kunnen alleen de niet-aangehouden in verdenking gestelde en de burgerlijke partij vragen om toegang te krijgen tot het strafdossier. Artikel 96, eerste lid, van het ontwerp breidt deze bepaling echter aanzienlijk uit, in zoverre het voorschrijft dat iedere "rechtstreeks belanghebbende" een zodanig verzoek kan doen bij de onderzoeksrechter of bij het openbaar ministerie, naargelang van de stand van de procedure, en in zoverre in het tweede lid onder de rechtstreeks belanghebbende worden verstaan "de in verdenking gestelde, diegene tegen wie de strafvordering is ingesteld in het kader van het gerechtelijk onderzoek, de verdachte, de burgerrechtelijk aansprakelijke partij, de burgerlijke partij, diegene die een verklaring van benadeelde persoon heeft afgelegd, evenals diegenen die gesubrogeerd zijn in hun rechten of die hen als lasthebber *ad hoc*, curator, voorlopig bewindvoerder, voogd of voogd *ad hoc* vertegenwoordigen".

⁽⁸⁾ Omtrent deze bepaling, zie algemene opmerking nr. 1 in het voornoemde advies 42.730/2.

⁽⁹⁾ Zie evenwel algemene opmerking nr. 4 hierna.

In verband met het gerechtelijk onderzoek bepaalt artikel 96, eerste lid, weliswaar dat de onderzoeksrechter beslist "overeenkomstig artikel 61^{ter} van het Wetboek van Strafvordering". Een zodanige precisering, waarvan de draagwijdte onduidelijk is, lijkt veeleer de bij deze bepaling voorgeschreven bevoegdheid van de onderzoeksrechter te bevestigen dan dat ze het aanwijzen van de eventuele houders van het recht op toegang tot het strafdossier beperkt, in dit laatste geval is immers de opsomming opgenomen in het tweede lid werkelijk doelloos.

- De hierboven vermelde wetsbepalingen die de toegang tot het strafdossier organiseren voorzien niet in alle gevallen in de mogelijkheid om een afschrift ervan te verkrijgen. Artikel 96, eerste lid, van het ontwerp daarentegen voorziet uitdrukkelijk in die mogelijkheid. De vraag rijst hoe die twee regelingen gecombineerd kunnen worden. Moet een persoon die op basis van artikel 61^{ter} van het Wetboek van Strafvordering toegang heeft verkregen tot het dossier, vervolgens een aanvraag indienen om een afschrift ervan te verkrijgen ? Volgens welke procedure wordt die aanvraag behandeld ?

Dermate belangrijke aangelegenheden, die verband houden met de persoonlijke vrijheid en met de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer, moeten door de wetgever op een homogene en coherente manier worden geregeld ⁽¹⁰⁾.

3. Het ontwerp kan de indruk wekken dat de schalen alleen zijn vastgelegd voor de jaren 2007, 2008 en 2009, en dat voor de daaropvolgende jaren bijgevolg niets is bepaald.

In werkelijkheid worden de schalen voor de jaren 2007 en 2008 alleen vermeld vanwege de terugwerkende kracht van het ontwerp. De schaal zal voor de jaren 2010 en volgende dezelfde zijn als de schaal voor het jaar 2009, gekoppeld aan het indexcijfer. Het zou beter zijn indien dit voornemen duidelijker wordt verwoord in het ontwerp.

⁽¹⁰⁾ Volgens een van de gemachtigde ambtenaren wordt gewerkt aan een voorontwerp van wet teneinde in het Wetboek van Strafvordering een regeling in te voeren omtrent de mogelijkheid om een afschrift van het strafdossier te verkrijgen. Dit voorontwerp zou ook de thans onderzochte problematiek in haar geheel moeten omvatten, daaronder begrepen de eigenlijke toegang tot het dossier, naast hetgeen de voornoemde wetten reeds bepalen.

4. De afdeling Wetgeving heeft in het voornoemde advies 29.780/2 erop gewezen dat de rechtsgrond van het onderzochte ontwerp ontoereikend was. De regeling inzake de gerechtskosten in strafzaken is thans voornamelijk gegrond op de programmawet (II) van 27 december 2006, inzonderheid op artikel 6 ervan, luidende : "De Koning neemt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een algemeen reglement aan inzake de gerechtskosten in strafzaken houdende bepaling van een lijst van gerechtskosten, de tarifiering en de betalings- en inningsprocedure ervan." Zoals is gesteld in het voornoemde advies 42.730/2, moet die machtiging restrictief worden uitgelegd. Derhalve moeten vervallen of worden gewijzigd :

- a) de bepalingen die geen betrekking hebben op de lijst van gerechtskosten, de tarifiering en de betalings- en inningsprocedure ervan;
- b) de bepalingen die niet louter maatregelen zijn ter uitvoering van de bepalingen van de voornoemde programmawet (II);
- c) de bepalingen die weliswaar verband houden met een van de aangelegenheden vermeld in punt a), maar die in ruimere mate de strafprocedure of de burgerlijke procedure betreffen, welke aangelegenheden door de wetgever moeten worden geregeld.

Bijgevolg moeten, naast de artikelen 82, 83 en 97 ⁽¹¹⁾ genoemd in het voornoemde advies 42.730/2, eveneens vervallen :

- artikel 40, tweede tot vijfde lid, dat grondregels inzake het beslag bevat ⁽¹²⁾;
- artikel 86, dat de verplichting, voor de burgerlijke partij, tot consignatie betreft;
- artikel 92, § 1, eerste en tweede lid, en § 2, dat de tenuitvoerlegging van vonnissen en arresten in het algemeen betreft, doch niet uitsluitend de terugvordering van gerechtskosten;

⁽¹¹⁾ Wat dit artikel betreft, zie eveneens algemene opmerking I, 1, 5/, in het voornoemde advies 29.780/2.

⁽¹²⁾ Zie algemene opmerking I, 1, 2/, in het voornoemde advies 29.780/2.

- artikel 94, dat de afgifte van nieuwe afschriften van stukken betreft waarvan sommige beschuldigten reeds een afschrift hebben ontvangen;
- artikel 95, betreffende de verzending van processtukken.

5. Een koninklijk besluit mag geen wetsbepalingen overnemen, parafraseren of, *a fortiori*, wijzigen. Het is evenmin wenselijk vanzelfsprekende preciseringen toe te voegen. De volgende bepalingen worden besproken in het licht van deze opmerkingen.

a) In zoverre artikel 8, eerste zin, bepaalt dat de magistraat aan de deskundige een termijn oplegt waarbinnen hij zijn opdracht moet beëindigen en zijn verslag moet indienen, parafraseert het artikel 3, eerste lid, *in fine*, van de programmawet (II) van 27 december 2006, luidende :

"De vorderende magistraat geeft opdracht aan de dienstverlenende persoon, legt de draagwijdte ervan vast en bepaalt de termijn waarbinnen zij moet worden voltooid."

b) In zoverre artikel 14 bepaalt dat de vorderende autoriteit de ereloon- en kostenstaten begroot, in voorkomend geval na deze bij een gemotiveerde beslissing te hebben verlaagd, neemt het bepalingen over die reeds zijn opgenomen in artikel 3, tweede en derde lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006, luidende :

"Na uitvoering van de opdracht controleert de vorderende magistraat de kwaliteit van de verleende dienst en de gelijkvormigheid ervan met de tarifiering en stelt de onkostenstaat vast.

Inzonderheid bij vertraging in de uitvoering van de opdracht door de dienstverlenende persoon, bij slechte uitvoering of bij overdreven facturering, welke de aard van de opdracht ook moge zijn, kan de magistraat de onkostenstaat verminderen bij een met redenen omklede beslissing."

c) De paragrafen 2 en 3 van artikel 15 bevatten geen enkele dienstige precisering ten opzichte van artikel 4 van de programmawet (II) van 27 december 2006⁽¹³⁾.

d) Artikel 28, zesde lid, dat bepaalt dat de ereloon- en kostenstaten van de gerechtsdeurwaarders door het openbaar ministerie worden begroot, is een overbodige herhaling van het bepaalde in artikel 3, tweede lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006.

e) De artikelen 29 en 30 bevatten geen enkele dienstige precisering ten opzichte van artikel 4 van de programmawet (II) van 27 december 2006.

f) Artikel 79 bepaalt dat de kosten worden vastgesteld door het vonnis, de vordering of het arrest waarbij in de kosten wordt verwezen, terwijl artikel 162 van het Wetboek van Strafvordering, waarnaar artikel 194, verwijst, in fine reeds voorschrijft :

"De kosten worden door het vonnis bepaald."

g) De artikelen 82 en 83 nemen, zoals is vermeld in het voornoemde advies 42.730/2, de artikelen 101 en 102 over van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, hersteld bij de artikelen 299 en 300 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), alsook artikel 98, in zoverre het de voornoemde artikelen 101 en 102 opheft.

6. Zoals is aangegeven in het voornoemde advies 42.730/2, nemen sommige artikelen van het ontwerp bepalingen over van het voornoemde koninklijk besluit van 28 december 1950. Men had de gelegenheid te baat moeten nemen om sommige van die bepalingen te herschrijven in duidelijker of actuelere bewoordingen. Het voornoemde advies 42.730/2 vermeldt artikel 85, maar diezelfde opmerking geldt voor titel VII in zijn geheel, met als opschrift "Tussenkomen van de burgerlijke partij en gelijkgestelde".

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft bovendien in het voornoemde advies 29.780/2 opgemerkt dat sommige van de genoemde procedures niet

⁽¹³⁾ Zie in dezelfde zin de opmerking gemaakt in het voornoemde advies 42.730/2, onder artikel 15.

meer in overeenstemming waren met het huidige recht en dat de gerechtsdeurwaarders in sommige andere procedures nauwelijks nog optraden (de opmerkingen gemaakt onder de artikelen 22 en 23). De Raad van State had ook bedenkingen bij het feit dat de vergoeding voor de betekening van een akte van verzet tegen een veroordeling tot straf gerekend werd bij de gerechtskosten in strafzaken (opmerking 1, derde lid, gemaakt onder artikel 1). Diezelfde opmerkingen gelden voor de artikelen 25, 26 en 84 ⁽¹⁴⁾ van het ontwerp.

7. Het zou wellicht nuttig zijn indien het ontwerp de begrippen vergoeding, taxatie en vaststelling (in de Franse lezing van het ontwerp respectievelijk weergegeven door de woorden "allocation", "taxation" en "liquidation") precies omschrijft en nagaat, inzonderheid in titel V, of ze correct zijn gebruikt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het tweede lid moeten de nog van kracht zijnde wijzigingen worden vermeld die zijn aangebracht in artikel 692 van het Gerechtelijk Wetboek.

2. Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 4 en naar opmerking nr. 1, die in het voornoemde advies 42.730/2 is gemaakt onder de aanhef.

3. Aangezien het ontwerp niet spoedeisend is, moeten de desbetreffende overwegingen vervallen.

⁽¹⁴⁾ Waarin sprake is van het "bevel tot gevangenneming".

Dispositief

Artikel 4

Het tweede lid bepaalt dat zodra de dienstverleners een door een magistraat toegekende opdracht hebben aanvaard, zij gebonden zijn door de vaste prijzen of uurtarieven bepaald in of krachtens het reglement.

Wat indien hun medewerking gevorderd wordt door een politiedienst die op eigen initiatief handelt ⁽¹⁵⁾ ?

Artikel 8

Artikel 8, tweede zin, gaat de machtiging te buiten die is vervat in artikel 6 van de programmawet (II) van 27 december 2006 in zoverre het bepaalt dat, indien de termijn niet kan worden nageleefd, de deskundige de vorderende magistraat daarvan schriftelijk in kennis stelt en hem de redenen daarvoor meedeelt. Deze bepaling houdt immers niet rechtstreeks verband met de kosten voor het deskundigenonderzoek, maar wel met de manier waarop de deskundige zijn taak volbrengt.

Deze precisering kan haar rechtsgrondslag evenwel ontleen aan artikel 3, eerste lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 *juncto* artikel 108 van de Grondwet. Bijgevolg moet in de aanhef verwezen worden naar deze beide bepalingen.

Artikel 10

De Raad van State heeft bedenkingen bij de woorden "à nouveau" in de Franse lezing van het eerste lid.

⁽¹⁵⁾ Zie opmerking nr. 1, gemaakt onder artikel 1 in het voornoemde advies 29.780/2.

Artikel 25

Dienen in het eerste lid, benevens de verdachten, ook niet de beklaagden en de beschuldigten te worden vermeld ⁽¹⁶⁾?

Artikel 37

Er is geen aanleiding om te preciseren door wie de reis- en verblijfkosten van personen gedomicilieerd in het buitenland worden toegekend, daar deze aangelegenheid wordt geregeld bij de algemene voorschriften vervat in titel V van het ontwerp ⁽¹⁷⁾.

Artikel 38

Het overgrote deel van de wet op de bescherming van de maatschappij zal op een datum vastgesteld door de Koning, doch uiterlijk op 1 januari 2012, worden opgeheven en vervangen door de wet van 21 april 2007 betreffende de internering van personen met een geestesstoornis. Bovendien luidt het exacte opschrift van de wet betreffende de jeugdbescherming als volgt : "wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade".

Om de nadelen uit de weg te gaan die zouden volgen uit de wijzigingen van de wetten waarnaar wordt verwezen, verdient het aanbeveling om op een algemene manier te verwijzen naar de wetgeving (en niet deze of gene welbepaalde wet) betreffende de internering van personen met een geestesstoornis en de jeugdbescherming.

⁽¹⁶⁾ Zie de opmerking gemaakt onder artikel 22 in het voornoemde advies 29.780/2.

⁽¹⁷⁾ Zie de opmerking gemaakt onder artikel 30 van het voornoemde advies 29.780/2.

Artikel 42

Er moet worden gepreciseerd naar welke categorie van ambtenaren wordt verwezen om te bepalen welke regeling toepasselijk is op de reiskosten.

Artikel 62

Aan het eind van de onderzochte bepaling staat te lezen dat "de FOD Justitie (...) beslist" omtrent buitengewone uitgaven waarin het ontwerp niet voorziet, die zijn gemaakt tijdens een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek en die de in dat artikel vermelde bedragen overschrijden.

Een zodanige bevoegdheidsopdracht is te vaag geformuleerd en, wat de grond van de zaak betreft, bovendien wordt aldus aan het overheidsbestuur een bevoegdheid overgelaten die moet ressorteren onder een instantie die politieke verantwoording moet kunnen afleggen vóór de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Aan het eind van deze bepaling moet dus worden geschreven dat het de Minister van Justitie is die over die aangelegenheden beslist.

Titel 4

Titel IV betreft, naar luid van zijn opschrift, de kosten gemaakt bij de tenuitvoerlegging van verzoeken om rechtshulp en internationale rogatoire commissies. De artikelen 64 tot 66 betreffen echter ook een ander geval, te weten de "tijdelijke opdrachten", die in het ontwerp niet worden gedefinieerd. Blijkbaar worden daaronder de "officiële opdrachten in het buitenland" verstaan, of de gevallen waarin magistraten in "internationale commissies" zetelen. Zulke kosten kunnen evenwel niet worden geregeld in het onderzochte ontwerp, omdat ze niet vallen binnen het raam van een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek.

Artikel 76

De aangelegenheid van de aansprakelijkheid van de taxateurs ressorteert onder de wetgever.

Artikel 76 moet vervallen.

Artikel 80

Het derde lid bepaalt : "Van de kosten die in het vonnis ⁽¹⁸⁾ niet konden worden voorzien en vastgesteld, wordt een afzonderlijke staat van vaststelling opgemaakt, die de «bevoegde rechter» uitvoerbaar verklaart en waarvan de griffier een afschrift (...) bezorgt (...)".

De Raad van State vraagt zich af wie de "bevoegde rechter" zal zijn, aangezien degene die een definitieve beslissing heeft gewezen, niet langer bevoegd is.

Artikel 86

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden waarom enerzijds in strafzaken alleen naar de misdaden genoemd in de artikelen 196 en 197 van het Strafwetboek verwezen wordt, en anderzijds waarom degene die zich tijdens het gerechtelijk onderzoek burgerlijke partij stelt, niet tot consignatie is gehouden.

Artikel 98

Er is geen grond om het koninklijk besluit van 20 november 2007 op te heffen, daar het geen autonome bepalingen bevat.

⁽¹⁸⁾ Benevens het vonnis moet ook het arrest worden genoemd.

Slotopmerkingen

De Franse lezing van het ontwerp moet worden herzien en beter worden afgestemd op de Nederlandse lezing. Zo bijvoorbeeld :

- schrijve men in artikel 20, vierde lid, "... ou d'un service public qui en dépend, ...";
- schrijve men in artikel 24, *in fine*, "des frais de déplacement" en "des frais de traduction";
- schrijve men in artikel 27 "l'huissier de justice" in plaats van "le huissier de justice";
- schrijve men in artikel 34, tweede lid, "à laquelle" in plaats van "adont";
- schrijve men in artikel 49, 2/, "... des moyens médicaux techniques complémentaires ...";
- schrijve men in artikel 56, tweede lid, "... ou d'un service public qui en dépend ...";
- moet in artikel 63, eerste lid, het woord "auprès" worden geschrapt;
- schrijve men in artikel 87 "où il y a constitution de partie civile";
- schrijve men in artikel 92, § 1, tweede lid, "... pour certaines d'entre elles, un extrait relatif à ces dernières ...";
- schrijve men in artikel 97 "... prêtent aide et assistance aux huissiers de justice ...".

Ook de Nederlandse versie van het ontwerp is voor verbetering vatbaar en zou opnieuw bekeken moeten worden. Zo bijvoorbeeld :

- schrijve men in artikel 1, tweede lid, "... kosten van ambtelijke opdrachten in burgerlijke zaken en in handelszaken gegeven ...";

.../...

- schrijve men in artikel 5, tweede lid, "... de wagenkosten alsook de reistijd in";
 - schrijve men in artikel 7, tweede lid, "... moeten worden verricht, wordt aan de dienstverleners ...";
 - schrijve men in artikel 10, eerste lid, eerste zin, "... de prestaties met de verwijzingen naar dit reglement of de schaal";
 - schrijve men in artikel 14, "... worden gezonden aan ... autoriteit, die ... begroot, in voorkomend geval na die te hebben verminderd bij een gemotiveerde beslissing.";
 - schrijve men in artikel 15, eerste lid, "... aan de Minister van Justitie overgezonden" en, in het vierde lid, "... het niet-betwiste bedrag onmiddellijk betaalbaar gesteld, niettegenstaande ...".
-

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS